



Eidg. Departement für Wirtschaft,
Bildung und Forschung WBF

Per Mail an:
vernehmlassung.hbb@sbfi.admin.ch

Zurich, le 30 mai 2017

**Modification de l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr)
Renforcement de la formation professionnelle supérieure**

Monsieur le conseiller fédéral
Madame, Monsieur,

Le comité de l'Association suisse des officiers de l'état civil vous remercie de lui avoir offert la possibilité de prendre position au sujet de cette révision.

Notre association salue l'étroite collaboration entre les institutions impliquées. Le comité a examiné de près cette modification et peut se déclarer d'accord pour l'essentiel.

Toutefois, nous souhaitons prendre position au sujet des articles 66c et 66e concernant les conditions d'octroi des subventions :

Art. 66c

Conformément à la **let. a**, « la personne ayant passé l'examen est domiciliée en Suisse au moment de la notification de la décision concernant la réussite ou l'échec [...] ».

A notre avis, la notion de domicile devrait être précisée en spécifiant les formalités.

Proposition

« La personne doit résider en Suisse depuis 1 ans minimum ».

Art. 66e

Conformément à la **let. a**, « le requérant est domicilié en Suisse ».

A notre avis, la notion de domicile devrait être également rendue plus précise.

Proposition

« La personne doit résider en Suisse depuis 1 ans minimum ».

Nous estimons, en effet, qu'il serait préférable de compléter ces formulations pour éviter des abus manifestes, notamment que des candidats puissent bénéficier d'une subvention de la Confédération, alors même qu'ils ne sont pas imposables en Suisse (acquittement d'impôts fédéraux, cantonaux ou communaux).

Nous vous prions de réserver un bon accueil à notre prise de position et de recevoir, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

Association suisse des officiers de l'état civil



Roland Peterhans
Président



Alexandra Rohrer
Vice-présidente